

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le
31/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



GEODIS Logistics Ile de France

ZA LA PIECE DE LA REMISE
91090 Lisses

Code AIOT : 0006504394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2023 dans l'établissement GEODIS Logistics Ile de France implanté Chemin départemental 26 La Pièce de la Remise 91090 Lisses. L'inspection a été annoncée le 06/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEODIS Logistics Ile de France
- Chemin départemental 26 La Pièce de la Remise 91090 Lisses
- Code AIOT : 0006504394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GEODIS (groupe SNCF) exploite un entrepôt sur la commune de Lisses. Cet entrepôt d'un volume de 445 150 m³ est composé de 2 unités nommées EVL0 et EVL1. Les principaux clients sont LEROY MERLIN, DEVIALET, fournisseur de matériel médical, ...

Un stockage d'alcool de bouche pour la société Amazon est également présent.

Depuis janvier 2023, GEODIS réalise le démantèlement d'appareil médical pour la récupération des pièces détachées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Eau _ contrôle état réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.2. Eau – Entretien et surveillance	/	Lettre de suite préfectorale	
8	Déchets _ registre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.7.3. Gestion des déchets	/	Lettre de suite préfectorale	
17	Lutte contre l'incendie _ moyens d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Lutte contre l'incendie _ extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
20	Lutte contre l'incendie _ exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
23	Installations électriques, foudre et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 15. Installations électriques et équipements métalliques	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
33	étude des effets thermiques 8KW/m²	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/04/2013, article 1	/	Sans objet
3	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. Etat des matières stockées	/	Sans objet
5	Eau _ Disconnecteurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.2. Eau – Entretien et surveillance	/	Sans objet
6	Eau _ analyse eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.4. Eaux pluviales	/	Sans objet
11	Matière dangereuses et incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	/	Sans objet
12	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 9. Conditions de stockage	/	Sans objet
15	Conditions de stockage _ liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 9. Conditions de stockage	/	Sans objet
16	Détection incendie _ SSI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 12. Détection automatique d'incendie	/	Sans objet
19	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
22	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 14. Evacuation du personnel	/	Sans objet
24	Lutte contre l'incendie _ Panneaux solaires	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 15. Installations électriques et équipements métalliques	/	Sans objet
29	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance	/	Sans objet
31	Bruits	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 24. Bruits	/	Sans objet
32	Surveillance et accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 25. Surveillance et contrôle des accès	/	Sans objet
34	Stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 17/11/2020, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le site est bien entretenu. L'exploitant a rencontré des difficultés concernant son système de détection incendie (SSI) et sur son système de sprinklage. L'inspection souligne la réactivité de l'exploitant pour résoudre ces problèmes et l'attention particulière portée sur les solutions mises en place palliant à l'indisponibilité de ces systèmes. A la date du 27 mars, le SSI est de nouveau opérationnel et des investigations sont en cours pour résoudre la fuite du réseau d'eau du sprinklage. L'exploitant devra transmettre les documents relatifs aux investigations du réseau de sprinklage.

L'exploitant apportera un soin particulier afin de s'assurer que son propriétaire réalise les vérifications réglementaires notamment pour les RIA et la foudre. Il devra également réaliser un exercice incendie avec un scénario dûment préparé.

Enfin, l'exploitant devra se rapprocher de son prestataire de vérification des moyens d'incendie afin d'obtenir des rapports plus clairs qui ne laissent pas de place à l'ambiguïté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2013, article 1
Thème(s) : Situation administrative, classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est classé sous les rubriques : 1510-1 (A) : Entrepôt volume 445 150 m3 capacité de stockage : 42 182 t 1511-2 (E) : Entrepôt frigorifique 60 000 m3 1530-1 (A) : Papier, carton 60 000 m3 1532 (A) : Bois 60 000 m3 2662-1 (A) : Polymères 60 000 m3 2663-1-a (A) : Pneumatiques à l'état alvéolaire ou expansé 60 000 m3 2663-2-b (E) : Pneumatiques (polymères) 60 000 m3 2910-A-2 (DC) : Puissance totale 2,9 MW 2925 (D) : Atelier de charge 310 kW Voir si demande BA suite AM 11/04/17 modifié.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente l'état du stock en date du 10 mars 2023. Cet état des stocks est réalisé de manière hebdomadaire, tous les vendredis. Cet état reprend le type de produits stockés, son classement ICPE et le positionnement de ce type de produits par cellule. Le document n'est pas un inventaire détaillé mais il indique le type de produits par cellule (bois, cartons, plastiques, ...) L'exploitant déclare qu'il stocke des alcools de bouche mais que la quantité présente ne dépasse pas le seuil de la rubrique 4755. Il indique également que la quantité de matières combustibles stockées est à ce jour de l'ordre de 4500 tonnes. (rubrique ICPE 1510). Aucun produit dangereux n'est stocké sur le site. Les cellules frigorifiques ne sont pas utilisées à ce jour. Par courrier en date du (A2022-), l'exploitant a transmis la demande de bénéfice d'antériorité conformément aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Aussi le classement de l'installation est : - 1510-2-b : volume de l'entrepôt 445 150 m3 - 2910-A-2 (DC) : Puissance totale 2,9 MW - 2925 (D) : Atelier de charge 310 kW Ce classement concorde avec les constats réalisés par l'inspection le jour de la visite. Ce classement est donc acté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.4. Etat des matières stockées
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées A/E – Gestion de crise
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Voir fiche point de contrôle n°1 : situation administrative. L'inspection s'est rendue au PC sécurité afin de constater la disponibilité de cet état des stocks. L'état des stocks est bien présent pour l'ensemble EVL0 et EVL1. Pour autant, le format du document diffère d'un bâtiment à un autre. Il est donc conseillé que les 2 documents soient homogènes et clairs pour une compréhension plus rapide de l'état des stocks. L'exploitant précise que ce document est également disponible informatiquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eau _ contrôle état réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.2. Eau – Entretien et surveillance
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches (sauf en ce qui concerne les eaux pluviales), et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : L'exploitant déclare qu'aucun contrôle de l'état des réseaux n'a été réalisé. Pour autant, il indique que des contrôles ont été réalisés dans le cadre de la mise en place de la convention de rejet. Il ne présente aucun document sur ce point. Il précise qu'il surveille sa consommation d'eau potable afin de voir si une fuite pourrait être présente. Le site étant construit en 1982, l'inspection indique qu'un état des lieux des réseaux est à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 5 : Eau _ Disconnecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.2. Eau – Entretien et surveillance
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
Constats : Par mail en date du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le rapport de vérification du disconnecteur réseau (eau de ville) établi par la société CSTB le 5/10/22. Le rapport ne signale aucune non conformité.- le compte-rendu appareil rédigé par la société LUBIN Maintenance en date du 21/09/22 concernant le disconnecteur chaufferie. Ce rapport indique que "le disconnecteur est HS, remplacement prévu le 29/9/22.- le compte-rendu d'intervention INT 202200663 établi par la société LUBIN Maintenance qui indique le remplacement de ce disconnecteur (chaufferie). Le prochain contrôle est programmé fin 2023.- Le rapport d'intervention (attestation n°051478) en date du 30 février 2023 attestant du remplacement des 2 clapets sur le réseau de chaufferie par la société CLF Satrem. La vérification des disconnecteurs répond aux exigences de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Eau _ analyse eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.4. Eaux pluviales
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement par les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et de déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5;- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;- l'effluent ne dégage aucune odeur;- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l;- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l;- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l;- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l;
Constats : Par mail en date du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis le rapport de vérification de la qualité des eaux pluviales rédigé par Bureau Veritas en date du 13/07/22 (rapport n° 797 407 8754794 010 001 001). Les résultats des analyses annuelles sont conformes aux exigences de l'arrêté ministériel. L'inspection indique la présence d'une coquille dans le rapport (GL1 p4 et GL5 p5). Les résultats d'analyses des eaux pluviales sont conformes aux exigences de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déchets _ registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.7.3. Gestion des déchets
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont stockés définitivement dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier la gestion adaptée de ces déchets sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats : Par mail en date du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis le registre déchets du bâtiment ELV1 et du bâtiment ELV0 pour 2023.</p> <p>Ces registres reprennent l'ensemble des éléments réglementaires.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente le registre de déchets pour l'année 2022. Un seul déchet dangereux est présent sur le registre et concerne l'évacuation des boues de séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant indique qu'il utilise la plate forme Track déchets depuis janvier 2023.</p> <p>L'exploitant déclare qu'une nouvelle activité de démantèlement de DEEE provenant du milieu hospitalier était en place depuis janvier 2023. Aussi, de nouveaux déchets dangereux seront présents dans le registre déchet 2023 (huiles, ...). L'exploitant s'assure que la quantité présente ne dépasse pas les 100 m3, seuil de déclaration de la rubrique 2711.</p> <p>L'inspection s'interroge sur le contrôle radiologique de ces déchets DEEE provenant du milieu hospitalier. Aussi, il est attendu que l'exploitant nous démontre qu'il s'assure que ces déchets sont inactifs radiologiquement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 11 : Matière dangereuses et incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 8. Matières dangereuses et chimiquement incompatibles
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage Et cellules particulières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
Constats : L'exploitant déclare qu'il ne stocke pas de matières dangereuses sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 9. Conditions de stockage
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage masse et vrac
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection constate la présence de nombreuses caisses plastiques collées au mur.</p> <p>La distance de 1 m à respecter le long des parois concerne les matières stockées en vrac. Aussi, les caisses plastiques peuvent être considérées comme du stockage en masse. Le stockage des caisses plastiques est donc conforme à l'AM du 11 avril 2017 modifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Conditions de stockage _ liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 9. Conditions de stockage
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de liquides inflammables H224
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : « Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>« Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Constats : L'exploitant déclare que des alcools de bouche sont présents dans une partie d'une cellule du site. Ces alcools de bouche ne sont pas considérés comme des liquides inflammables de catégorie 1 et ne sont donc pas concernés par cette prescription.</p> <p>La quantité d'alcool de bouche présent sur le site est inférieure au seuil de déclaration de la rubrique ICPE 4755. Pour autant, ils sont stockés sur rétention dans des racks sprinklés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 12. Détection automatique d'incendie
Thème(s) : Risques accidentels, détection et alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.</p> <p>Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> <p>Constats : Par mail en date du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis le rapport de vérification établi par la société SCUTUM incendie pour les bâtiments ELV0 et ELV1 (rapport n° 29912 / 407144) en date du 10/3/22 et la cellule KENZO (rapport n°29913 / 415509) en date du 10/3/22. Les rapports concluent "centrale en veille et sans défaut".</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant déclare qu'un des systèmes de la centrale de SSI ne fonctionne plus depuis décembre 2022.</p> <p>Les rapports transmis en amont de l'inspection concerne le seul bâtiment ELV0 et la cellule KENZO. Pour autant, le SSI du bâtiment EVL1 n'est plus en état de marche. Ce dysfonctionnement est dû à une perte de programmation du système. Après de nombreuses relances, l'exploitant a informé par mail en date du 22 mars 2023, qu'une intervention, pour réparation est programmé le 27 mars 2023 par la société SCUTUM accompagnée de la société DEF.(mail de la société SCUTUM en date du 21/03/23 à l'appui).</p> <p>La situation étant en mode dégradé, l'exploitant déclare que des rondes de surveillance supplémentaires ont été mises en place.</p> <p>L'exploitant a transmis la procédure "Evacuation des collaborateurs _ mode dégradé _ Pas de sirène" (IDF/FITC/124-711/A). Un exercice d'évacuation, avec utilisation des cornes de brume comme signal sonore, a été réalisé le 15 mars (voir point de contrôle exercice incendie) et un autre exercice a été programmé pour avril 2023.</p> <p>L'exploitant transmet également la procédure "Renforcement des règles de sécurité du gardiennage du Campus d'Evry - version 2". Cette procédure, à destination des équipes de gardiennage, précise les fréquences des rondes à réaliser (toutes les 2h du lundi au samedi minuit) ainsi que les points de contrôles à réaliser. L'exploitant déclare que l'exploitant formalise ces rondes.</p> <p>Par mail en date du 27 mars 2023, l'exploitant a informé l'inspection que l'intervention sur le SSI avait bien été réalisée et qu'il est désormais opérationnel. Il joint le rapport d'intervention rédigé</p>

par la société SCUTUM.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Lutte contre l'incendie _ moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie
Thème(s) : Risques accidentels, Apport en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; <p>« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p>
<p>Constats : Par mail en date du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :</p> <p>Extincteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les rapports d'intervention du 19/04/2022 pour les bâtiments ELV0 et ELV1 établis par la société SCUTUM Incendie. De nombreuses anomalies sont relevées. - La facture du 13/9/2022 qui indique le changement de 62 extincteurs. <p>Ce devis est cohérent avec les anomalies relevées dans le rapport d'intervention.</p> <p>Poteaux incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de contrôle de 6 poteaux incendie (8/7/3/522/532/6) rédigé par la société SCUTUM Incendie en date du 25/5/2022 pour le bâtiment ELV1. <p>Ce rapport indique des anomalies sur les poteaux incendie 3 et 522. Les débits contrôlés sont conformes aux exigences réglementaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de contrôle de 5 poteaux incendie (1/2/3/4/5) rédigé par la société SCRUTUM Incendie en date du 25/5/2022 pour le bâtiment ELV1. <p>Ce rapport indique des anomalies sur le poteau incendie 1 "poteau incliné a reçu un choc" "manque chainette". Les débits contrôlés sont conformes aux exigences réglementaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport d'intervention n° 56678 rédigé par la société SCUTUM Incendie le 9/08/2022. <p>Ce rapport indique que les travaux ont été réalisés selon le devis C543270 (ELV1) et C543230 (ELV2) mais les réparations ne sont pas clairement indiquées.</p> <p>Par mail en date du 22/03/23, l'exploitant a transmis la facture en date du 31/8/22 établie par la</p>

société SCUTUM pour la réalisation des réparations sur les poteaux incendie 3 et 522.

RIA

Par mail en date du 16 mars 2023, l'exploitant a transmis :

- Le rapport de contrôle des RIA réalisé par la société UXELLO le 24/6/2022

Des observations sont émises :

RIA n°4.21, n°4.22, n°6.53 : manque plaque RIA

RIA n°5.92 : manque vanne de barrage DN40

RIA repiqué sur réseau SPK, pas de détendeur

- Le rapport de contrôle des RIA réalisé par la société UXELLO le 24/6/2022

Une observation est émise : "Robinet RIA cassé à remplacer n°26"

L'exploitant indique que les levées de réserves concernant les RIA sont à la charge du propriétaire PROLOGIS.

Portes coupe-feu

L'exploitant présente, le jour de la visite, la vérification des portes coupe-feu réalisée par la société PORTAFEU ABLOY le 2 mai 2022. Un rapport est établi porte par porte ainsi qu'un récapitulatif.

Le contrôle est conforme.

L'inspection souligne le manque de clarté des rapports de vérification de la société SCUTUM. En effet, un effort doit être réalisé quant à la traçabilité des réparations réalisées.

L'inspection attend de la part de l'exploitant, le justificatif des levées de réserves relatif à la vérification des RIA.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie
Thème(s) : Risques accidentels, Installation et entretien EAI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant déclare qu'un problème de fuite a été détecté au niveau des canalisations alimentant en eau le système de sprinklage. A ce jour, le système de sprinklage est directement alimenté par l'eau de ville et la pompe Jockey a été by-passée. Cette pompe Jockey est utilisée pour maintenir l'installation pressurisée en compensant les possibles pertes ou fuites dans l'installation et empêchant le démarrage de la pompe principale. Aussi, l'exploitant indique qu'à cause de la fuite, la pompe était en route constamment. Il déclare que le système reste opérationnelle.</p> <p>Pour autant, il transmet le rapport Q1 en date du 28 novembre 2022 où il est indiqué que "les essais des groupes motopompes B1, B2 et postes de contrôles n'ont pas pu être réalisés ce jour le 28/12/22 car N100 établi ce jour à la suite d'une fuite enterrée, intervention sera rapidement réalisée et des devis en cours le site est placé en risque d'échec."</p> <p>Le formulaire N100 est établi pour tout arrêt de l'installation supérieur à 12h, qu'il soit partiel ou total.</p> <p>L'exploitant transmet également les bons de commande FG 220082101118846 (14/12/22), FG23008210127309 (20/3/23), FG23008210114884 (9/02/23), FG23008210714880 (9/02/23), FG23008210727311 (20/03/23) et FG2300821S114882 (13/02/23) concernant la recherche de fuite réseau enterré, recherche de fuite sprinkler et reprise de la fuite et remise en service.</p> <p>L'inspection constate que des actions sont mises en place afin de palier au défaut d'alimentation du sprinklage.</p> <p>L'inspection attend que l'exploitant lui transmette un état des lieux des interventions en cours sous un délai de 1 mois.</p> <p>L'inspection souligne que le motopompe B2 n'existe pas sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 5
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Constats : Par mail en date du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le compte rendu de vérification en date du 31/5/2022 réalisé par SCUTUM Incendie du bâtiment ELV1 (n°S418525). - Le compte rendu de vérification en date du 31/5/2022 réalisé par SCUTUM Incendie du bâtiment ELV1 (n°S418527). Le compte rendu indique un problème sur le treuil pneumatique et exutoire mécanique. - Les rapports d'intervention (société SCRUTUM) en date du 1/3/2022 qui répond aux non conformités relevées dans les compte rendu de vérification n°S418525 et n°418527. - le rapport d'intervention (société SCRUTUM n°S428768) en date du 17/6/22 "Remise en service de l'exutoire mécanique" - le rapport d'intervention (société SCRUTUM n°S430245) en date du 6/09/22 "Remplacement vérins défectueux sur l'exutoire n°16 et 8. ELV1 stockage clôture. <p>Au vu des éléments transmis, l'inspection constate que les levées de réserve ont bien été effectuées. Pour autant, les rapports de vérification et de levée de réserves rédigés par la société SCUTUM ne sont pas clairs. Des modifications de forme devront être réalisées afin de s'assurer que l'ensemble des observations ont bien été levées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Lutte contre l'incendie _ exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente un exercice incendie réalisé le 9 juin 2022 dans le cadre du POI. Pour information, l'exploitant indique que le POI est commun à l'installation EVL0 / EVL1 et EVL2. L'exercice a consisté à la fermeture de toutes les utilités (gaz, électricité, ...). Aucun scénario incendie n'a réellement été formalisé. Aussi, l'exploitant est tenu de réaliser un exercice incendie sous un délai de 6 mois. Cet exercice devra être réalisé en formalisant un scénario d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 22 : Evacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 14. Evacuation du personnel
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'évacuation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
Constats : Suite à la mise en défaut du SSI, l'exploitant a réalisé un exercice d'évacuation le 15 mars 2023. Cet exercice a été réalisé à l'aide de cornes de brume réparties dans l'ensemble des bâtiments. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le compte-rendu de cet exercice, la date de l'exercice étant trop proche de la date de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Installations électriques, foudre et mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 15. Installations électriques et équipements métalliques
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques, foudre et mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Constats : Par mail en date du 16 mars 2023, l'exploitant a transmis : - Le rapport de vérification visuelle du bâtiment ELV1 rédigé par Bureau Veritas le 29/9/22 (n°7856475/112.3.1.R). 5 observations dont 4 relevées avant 2020. L'avis général sur la structure non satisfaisant "Les vérifications font apparaître les défauts ou anomalies mentionnées dans "la liste récapitulative des observations issues de la vérification" auxquelles il y a lieu de remédier." - Le rapport de vérification visuelle du bâtiment ELV0 rédigé par Bureau Veritas le 30/9/22 (n°7856475/114.3.1.R). 4 observations dont 3 relevées avant 2020. L'avis général sur la structure non satisfaisant "Les vérifications font apparaître les défauts ou anomalies mentionnées dans "la liste récapitulative des observations issues de la vérification" auxquelles il y a lieu de remédier." Par mail en date du 22 mars 2023, l'exploitant indique que la vérification des systèmes de protection contre la foudre est à la charge du propriétaire PROLOGIS. A ce jour, il est dans l'attente de l'intervention de ce dernier.</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre les éléments démontrant les levées de réserve suite aux 2 rapports de vérification des systèmes foudre sous un délai de 3 mois.</p> <p>Par mail en date du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis : - le rapport de vérification électrique réalisé par le bureau Veritas entre le 13/07 et le 21/07/22 pour le bâtiment EVL0 (n° 358220132.1.R). 31 observations relevées dont 19 signalées avant 2020. 9 points n'ont pas pu être contrôlés. - le rapport de vérification électrique réalisé par le bureau Veritas entre le 4/07 et le 6/07/22 pour le bâtiment EVL1/Bts E1 et E2 / Poste HT/BT (n°7856475/1.19.1.R). 66 observations relevées dont 30 signalées avant 2020 (dont 2 de 2004). - l'attestation de la société EIBS concernant l'intervention qui a eu lieu le dimanche 6 novembre (coupure électrique) selon les rapports EVL0 n°358220133.2.R et ELV1 n°7856475/1.19.1.R. L'inspection note l'incohérence dans les numéros de rapports dans l'attestation délivrée par la société EIBS.</p> <p>Par mail du 22 mars 2023, l'exploitant transmet les rapports de vérification électrique annotés par la société EIBS. L'inspection constate que les observations ont été levées sauf celles concernant les aspects documentaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 24 : Lutte contre l'incendie _ Panneaux solaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 15. Installations électriques et équipements métalliques
Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait. »
Constats : L'installation ne possède pas de panneaux photovoltaïques. Ce point de contrôle est sans objet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures compensatoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.
Constats : Par mail en date du 27 mars 2023, l'exploitant nous transmet les mails d'échange avec le propriétaire PROLOGIS concernant la mise en place d'une surveillance supplémentaire. En effet, concernant la surveillance du sprinklage, celle-ci est à la charge du propriétaire. Une surveillance est réalisée 24h/24 et 7j/7 par un agent incendie. Aussi durant cette période de mode dégradé du sprinklage, bien que celui-ci soit opérationnel, la surveillance est renforcée. Des rondes sont réalisées toutes les 2h (au lieu de 3 rondes / 24h). Les points suivants sont contrôlés : <ul style="list-style-type: none">- vérification des sources (fuite d'eau à l'intérieur des sources, niveau d'eau de la cuve, niveau d'eau dans bassins, état des vannes fermées / ouvertes, vérification visuelle de la pompe)- vérification visuelle des poteaux incendie PI (fuite, dégradation)- vérification des vannes de barrage extérieur (fuites, cadenas sur les vannes, position des vannes fermées / ouvertes)- vérification de la vanne martellière- au niveau du PCS bât 4, vérification des alarmes SSI qui concerne le réseau sprinkler. L'inspection constate que les actions mises en place permettent une bonne surveillance du réseau de sprinklage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 24. Bruits
Thème(s) : Situation administrative, Valeurs limites de bruit : émergence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; - zones à émergence réglementée : - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 35dB et inférieur ou égal à 45 dB (A)</p> <p>Émergence admissible pour la période 7h-22h sauf dimanche et jours fériés : 6 dB (A)</p> <p>Émergence admissible pour la période 22h-7h ainsi que dimanche et jours fériés : 4 dB (A)</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 45 dB (A)</p> <p>Émergence admissible pour la période 7h-22h sauf dimanche et jours fériés : 4 dB (A)</p> <p>Émergence admissible pour la période 22h-7h ainsi que dimanche et jours fériés : 3 dB (A)</p> <p>Constats : Par mail en date du 13 mars 2023, l'exploitant a transmis le rapport de mesure de bruits établi par le bureau Veritas le 28/07/2022 (rapport n°0797407 8754794.7.1.1.NR.Rev0).</p> <p>3 points de non conformités en nocturne sont mis en évidence en limite de propriété (points 5, 6 et 7).</p> <p>Le rapport conclut que le bruit mesuré est non imputable à cette activité, la proximité de l'autoroute A6 faussant les mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : Surveillance et accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 25. Surveillance et contrôle des accès
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>« Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021. »</p>
Constats : L'exploitant déclare qu'un gardien est présent sur le site 24h/24. Sur le site un agent incendie et un agent de sécurité sont présents. De plus, il existe un système d'astreinte en cascade.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 33 : étude des effets thermiques 8KW/m²

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Etude
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
Constats : L'exploitant déclare que des porters à connaissance ont été rédigés en 2017 et en 2019. Dans ces porters à connaissance, des études de flux thermiques ont été réalisées.
Aussi, l'exploitant propose de compiler les données afin de déterminer les effets thermiques 8 kW/m ² de l'installation.
Cette mise à jour sera à transmettre sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 34 : Stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Deux zones de stockage sont présentes sur le site. L'emplacement et les dimensions de ces dernières sont conformes aux dossiers fournis par l'exploitant et repris à la figure 1 ci-après.
Constats : L'exploitant déclare qu'un seul stockage extérieur est présent sur le site. Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'un stockage extérieur situé du côté A6 du bâtiment. Ce stockage n'est pas couvert et comporte des articles de jardins (tables de jardin, piscine, etc.)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet